



Conseil de sécurité

La situation au Burundi **The situation in Burundi**

New York, le 14 mai 2014

Déclaration prononcée par S.E. M. Paul Seger
Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la Paix

Madame la Présidente,

Permettez-moi d'abord de féliciter le Représentant Spécial du Secrétaire général, M. Parfait Onanga-Anyanga, et toute son équipe pour leur travail remarquable, tant en lien avec le plan de transition qu'il vient de présenter, qu'à-travers leurs inlassables efforts de mener à terme deux objectifs de taille: poursuivre la mise en œuvre du mandat du BNUB jusqu'à la fin de l'année et assurer un transfert souple des compétences résiduelles du BNUB à l'équipe pays.

Madame la Présidente,

Je limiterai mon intervention d'aujourd'hui à deux points : premièrement, je récapitulerai l'essentiel des efforts de la Configuration à assister le Burundi, notamment face à la situation actuelle, et livrerai quelques éléments d'informations relatifs à ma prochaine visite dans la région du 21 mai au 1^{er} juin. Deuxièmement, je partagerai l'idée de convoquer une réunion de suivi de la Conférence de Genève de 2012, afin d'évaluer la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté II (CSLP-II) et des engagements mutuels pris lors de la rencontre à Genève.

Madame la Présidente,

La situation actuelle au Burundi, nous le savons tous, est difficile et tendue. Sans m'attarder sur les développements depuis l'adoption de la résolution 2137 – des développements que votre Conseil a

suivi de près en se réunissant trois fois en consultations closes d'ailleurs –, je constate actuellement un recul en terme de confiance, s'exprimant à deux niveaux. Au niveau interne, la perspective des élections de 2015 provoque un accroissement considérable des tensions. Exacerbé par une absence de dialogue, l'espace politique est visiblement restreint, conduisant à une méfiance réciproque entre le parti au pouvoir et les partis d'opposition. De même au niveau international, les récents événements sur la scène politique au Burundi ont suscité beaucoup d'inquiétudes, comme en attestent les nombreuses interventions et visites des partenaires et institutions bi- et multilatéraux. L'intérêt accru de la communauté internationale pour le Burundi démontre son attachement pour ce pays et son peuple; aussi, devons-nous intensifier nos efforts pour renforcer un dialogue franc, ouvert, mais également respectueux et amical entre le Burundi et ses partenaires.

Mes efforts ces derniers mois se sont ainsi surtout concentrés à explorer des options pour sortir de cette impasse, tout en continuant à plaider pour un transfert souple vers la phase post-BNUB et au-delà. Dans ce contexte, j'ai rencontré l'Administratrice du Programme de Développement des Nations Unies, Madame Helen Clark, des hauts représentants du Département des affaires politiques, une délégation ministérielle burundaise et quelques partenaires bilatéraux. L'Administratrice Clark m'a notamment assuré du plein engagement du PNUD pour poursuivre le travail de consolidation de la paix après le départ du BNUB. Par ailleurs, j'ai aussi eu le plaisir de participer aux deux premières rencontres du Groupe de transition via vidéoconférence. Suite à la réunion de notre Configuration le 12 mars, j'ai poursuivi les échanges informels avec des membres clés de la Configuration pour partager nos analyses et collaborer avec le Gouvernement à travers son Représentant Permanent à New York. Hier d'ailleurs, je me suis rendu à Washington, où j'ai rencontré le Vice-Président de la Banque Mondiale pour l'Afrique, Monsieur Makhtar Diop. Je reviendrai sur cette visite ultérieurement.

Vu que le mandat du BNUB prend fin le 31 décembre, j'ai l'intention, au cours de ces prochains mois, de continuer ce dialogue avec les différentes parties prenantes, afin d'assurer un engagement politique continu et même accru des partenaires internationaux au Burundi. Un rôle central incombe aussi aux pays de la sous-région. Je salue les efforts des pays voisins et des organisations régionales dans le contexte de la situation actuelle et je les appelle à s'investir même davantage.

Madame la Présidente,

Face aux récents développements, le gouvernement burundais m'a invité à avancer ma visite au mois de mai. J'ai respecté ce vœu et programmé mon prochain voyage du 21 mai au 1^{er} juin. Contrairement à ma pratique usuelle, je ne passerai que deux jours au Burundi et consacrerai du temps à des visites à Bruxelles, Paris, Kigali et Arusha. Le but de mes escales en Europe et dans les Etats voisins du

Burundi est de discuter des récents développements avec des hauts représentants des différents pays et des organisations régionales, notamment l'Union européenne et l'East African Community, d'explorer les meilleures options d'engagement au Burundi et de définir leurs rôles respectifs notamment après le départ du BNUB. A mon avis, le dernier point relève d'une importance primordiale, vu que les partenaires du Burundi devront combler les lacunes laissées par le retrait du BNUB. D'ailleurs, le plan de transition présenté tout à l'heure par le Représentant Spécial du Secrétaire général illustre très bien ce défi.

Mon intention initiale était de passer aussi par Addis Ababa et Dar Es Salaam pour rencontrer des fonctionnaires de l'Union Africaine et de la Tanzanie, mais j'ai dû y renoncer par manque de temps. Ce n'est que partie remise pour l'un de mes prochains voyages.

Le programme de mon séjour de deux jours à Bujumbura est en train d'être finalisé et je tiens à remercier par avance l'équipe du BNUB pour le travail de préparation. Comme d'habitude, je rencontrerai les hauts représentants gouvernementaux, y inclus, je l'espère, le Président de la République, des représentants des partis d'opposition, de la société civile et de la communauté internationale. Il est aussi prévu que je participe à la première réunion du « Joint Steering Committee », qui est censé d'accompagner la mise en œuvre du nouveau plan prioritaire du Fonds pour la consolidation de la paix à hauteur de USD 11.65 million et qui, je vous le rappelle, comprend quatre priorités : la cohésion sociale, la jeunesse, les droits de l'homme et le développement foncier.

Madame la Présidente,

Ma prochaine visite a aussi un objectif plus concret. Au sein de la Configuration, nous avons émis l'idée de convoquer une table ronde, assurant le suivi de la Conférence de Genève de 2012. Ce sujet a été au centre de nos discussions d'hier à Washington avec la Sous-Secrétaire générale, Madame Judy Cheng-Hopkins, et le Vice-Président de la Banque Mondiale pour l'Afrique, Monsieur Makhtar Diop.

La Conférence de Genève, vous le savez, était construite autour du principe d'engagements et de responsabilité mutuels. Les partenaires internationaux se sont engagés à soutenir le Burundi financièrement sur la base du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté II et le Burundi s'est engagé à entreprendre des réformes importantes dans les secteurs politique et socio-économique. Force est de constater que la dynamique de Genève s'est ralentie ces derniers mois et a cédé la place à une baisse de confiance, comme je l'ai mentionné au début de mon intervention. Le CSLP-II étant à mi-parcours ouvre une opportunité pour se réunir de nouveau et faire un bilan des engagements mutuels pris à Genève. Les objectifs d'une telle réunion seraient multiples : contrecarrer

le risque d'une rechute économique et politique, ressusciter ce que j'appellerai « l'esprit de Genève » et revoir le progrès dans la mise en œuvre du CSLP-II et des engagements mutuels. Idéalement, cette table ronde aurait lieu plutôt tôt que tard, en été ou au début d'automne, et inclurait un nombre limité de hauts représentants des partenaires clés ainsi que du gouvernement, afin d'encourager des conversations ouvertes dans un climat très informel. Finalement, une telle table ronde répondrait aussi à l'appel de votre Conseil défini dans le paragraphe 19 de la résolution 2137 du 13 février 2014.

Lors de discussions informelles, des hauts représentants du gouvernement burundais ont soutenu la tenue d'une telle table ronde. J'ai donc l'intention de présenter officiellement cette idée lors de mes échanges au Burundi pour ensuite pouvoir présenter un plan de projet aux différents partenaires concernés. Comme d'habitude, je n'hésiterai pas à vous envoyer le rapport de ma visite.

Madame la Présidente,

Compte tenu de son histoire douloureuse récente, le Burundi a progressé d'une manière remarquable vers la stabilité dans un laps de temps très bref. Il faut maintenir ce cap et éviter de glisser dans le passé. L'engagement de la communauté internationale au Burundi est toujours requis, peut-être plus que jamais. Dans cet esprit, j'apprécie l'intérêt que porte le Conseil de sécurité à la situation au Burundi. Il incombe à nous, les partenaires du Burundi, à reprendre le flambeau du BNUB dès maintenant et de consolider son travail extraordinaire en nous engageant davantage. Les préoccupations exprimées au Conseil de sécurité et ailleurs face aux développements communs des derniers mois ont, à mon avis, surtout démontré que la communauté internationale tient au Burundi. C'est un message important sur lequel il faut bâtir.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

Let me at the outset compliment the Special Representative of the Secretary-General, Mr. Parfait Onanga-Anyanga, and his entire team for their outstanding work, not only with regard to the transition plan that has just been presented but also with regard to their inexhaustible efforts in balancing the dual burden of continuing to implement BNUB's mandate until the end of the year and of ensuring a smooth transfer of residual tasks from the mission to the country team.

Madam President,

I will limit my intervention to two main points today: first, I will sum up the essential aspects of the Configuration's efforts to assist Burundi, especially in light of the current situation, and inform you about my upcoming visit to the region from 21 May to 1 June. Second, I will raise the idea of convening a follow-up meeting to the Geneva Conference of 2012 to assess progress in the implementation of the second generation Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP-II) and the mutual commitments which were agreed upon at the meeting in Geneva.

Madam President,

It is no secret: the current situation in Burundi is difficult and tense. Without wanting to recap developments since the adoption of resolution 2137 – which the Council has followed closely by meeting three times in closed consultations –, I am observing a growing lack of trust on two levels. Internally, the perspective of the elections in 2015 is provoking mounting tensions. Exacerbated by an absence of dialogue, political space is visibly restricted leading to reciprocal mistrust between the ruling party and the opposition parties. In the same vein, recent events in the political sphere have raised concerns at the international level, as underlined by various interventions and visits by bi- and multilateral partners and institutions. The international community's increased attention to Burundi demonstrates its strong bond with the country and its people. We have to further intensify our common efforts in favor of a frank, open but at the same time respectful and friendly dialogue between Burundi and its partners.

In this light, I have focused my efforts over the last months on exploring options to escape the current impasse while continuing to plead for a smooth transition towards the post-BNUB phase and beyond. In this context, I met with UNDP Administrator Helen Clark, high representatives of the Department of Political Affairs, a ministerial delegation from Burundi and some bilateral partners. Ms. Clark has assured me of her organization's full commitment to continue the peacebuilding efforts after BNUB's departure. I also had the pleasure to participate in the first two meetings of the Transition Steering Group via videoconference. Furthermore, following the Configuration meeting on 12 March I pursued my informal exchanges with key partners to share our respective analyses and cooperate with the Burundian government via its Permanent Representative in New York. Yesterday I also met with the Vice President for Africa of the World Bank, Mr. Makhtar Diop. I will come back to this visit later.

Given that BNUB's mandate is coming to an end by 31 December, I intend to continue dialoguing with different stakeholders over the coming months to ensure continued or even increased political commitment by international partners in Burundi. This said, a central role falls to the countries of the sub-region. I welcome the efforts by neighboring States and regional organizations in the context of the current situation and call upon them to get even more engaged.

Madam President,

As a consequence of recent developments, the Burundian government has invited me to prepone my visit to the month of May. I have gladly followed suit and planned my visit accordingly from 21 May to the 1st of June. Contrary to my usual practice, I will only stay in Bujumbura for two days but will also travel to Brussels, Paris, Kigali and Arusha. The objectives of my stopovers in Europe and Burundi's neighboring States are to discuss recent developments with high representatives of the different countries and regional organizations, namely the European Union and the East African Community, to explore best options to engage with Burundi and to define their respective roles especially after BNUB's departure. In my opinion, the last point is of particular importance given that Burundi's partners will have to fill the remaining gaps once BNUB is gone: a challenge that is adequately highlighted in the transition plan that has just been presented by the SRSG.

My initial intention was to include Addis Ababa and Dar Es Salaam in my itinerary to meet with African Union and Tanzanian officials. Due to time constraints this was not possible but I will try to make up for this on one of my next trips.

The program for my two day stay in Burundi is being finalized as we speak – let me use this opportunity to thank BNUB's staff for the respective facilitation. As per usual practice, I will meet with high representatives of the Government, including, I hope, the President of the Republic, representatives of various political parties, civil society and the international community. I also plan to participate in the first meeting of the "Joint Steering Committee" that will accompany the implementation of the new priority plan of the Peacebuilding Fund that amounts to USD 11.65 million and comprises four priority areas: national cohesion, youth, human rights and land.

Madam President,

My upcoming trip has a more concrete objective as well. Within the Configuration we have been discussing the idea of convening a roundtable meeting as a follow-up to the Geneva Conference of 2012. This issue has also been at the center of yesterday's meeting in Washington with the Vice President for Africa of the World Bank, Mr. Makhtar Diop, and Assistant Secretary-General Judy Cheng-Hopkins.

The Geneva Conference, as you know, had been based on the principle of mutual engagements and responsibilities. International partners committed to supporting Burundi financially through the PRSP-II and Burundi committed to embarking on important reforms in both the political and the socio-economic sectors. Today, we have to admit that the dynamic created in Geneva has somewhat stalled and given way to growing mistrust, as I mentioned at the beginning of my intervention. The PRSP-II, reaching its midterm, offers a window of opportunity to get together again and take stock of the mutual engagements endorsed in Geneva. Such a meeting would have several objectives: to counter the risk of an economic and political relapse, to rekindle what I would call "the spirit of Geneva" and to review progress in the implementation of the PRSP-II and the mutual engagements. Ideally, the roundtable meeting would take place rather sooner than later – in the summer or early autumn. It would include a

limited number of high-level representatives representing the Government and main partners in order to encourage open and frank conversations in an informal setting. Finally, such a roundtable would also respond to the Council's call as defined in paragraph 19 of resolution 2137.

High-level representatives of the Burundian Government have supported the idea of a round table meeting in informal discussions I had. I therefore intend to further substantiate this idea on the occasion of my exchanges in Burundi and then present a concept paper to all concerned stakeholders. As per usual practice, I will share the report of my visit with the Council.

Madam President,

Given its painful recent history, Burundi has made remarkable progress towards stability in a very short period of time. This momentum must be maintained, a slipping back to the past must be prevented. The international community's engagement in Burundi is still very much needed, maybe more than ever now. It is in this spirit that I welcome and appreciate the attention the Security Council is according to the situation in Burundi. It is up to us as partners of Burundi to step in for BNUB and consolidate its extraordinary achievements by increasing our own efforts. Expressions of concern and preoccupation by the Council and others in recent months have, in my opinion, foremost shown that the international community cares about Burundi. This is an important message we have to build upon.

I thank you.

